

Notre rencontre<sup>1</sup> est placée sous le signe de la conviction et du doute : d'un côté, des signes de pertinence des « Services d'insertion sociale » (SIS) sont avancés (dix ans d'existence, des capacités avérées de créativité et d'innovation, des visées engagées par rapport aux bénéficiaires – retrouver du sens, se remettre en projet, se fixer des objectifs...) ; d'un autre côté, la nécessité d'une justification permanente est durement ressentie : faible capital symbolique par rapport à l'insertion professionnelle, pertinence contestée des activités qui relèveraient de l'occupationnel, par exemple.

Le titre qui m'a été proposé traduit bien ce balancement, puisque le caractère incontournable de l'outil est à la fois évoqué et mis en question.

Ceci dit, il était difficile pour moi, par rapport à l'expression « un outil incontournable » de ne pas me souvenir de la sentence de Montaigne dans ses célèbres *Essais*. Montaigne constate dans ses voyages la relativité de la vérité ; il avance cette formule « la raison, **outil** souple, **contournable** et accommodable à toute figure ». Le philosophe remarque que la connaissance est faible, que l'instrument rationnel est « adaptable à toute forme » et il conclut : « ainsi se remplit le monde et se confit en fadaise et mensonge ».

Alors que faire ? Serions-nous voués au choc des seules convictions ? Pour le philosophe, il n'y a qu'une voie possible : retourner la raison contre elle-même et lui imposer une réflexivité ; autrement dit, qu'elle rende raison de la manière dont elle prétend s'exercer.

C'est précisément la finalité de l'éducation permanente que de construire un point de vue réflexif et critique sur ce que les différents pouvoirs nous définissent comme étant « la réalité ». Les questions que nous nous posons sont par exemple les suivantes.

- Sur quelle base ces pouvoirs ont-ils institué cette réalité<sup>2</sup> ?
- Par quelles procédures peuvent-ils prétendre confirmer la réalité de cette réalité lorsque celle-ci fait l'objet de critique (cette confirmation prend des formes comme « c'est bien cela qu'il fallait faire... tout a été fait dans les règles... ce choix est équitable... ce soutien est légitime... cet abandon est inévitable... »)?
- Comment le pouvoir institutionnel justifie-t-il que cette « réalité » est acceptable ?
- Cette définition de la réalité tient-elle ses engagements ?
- Prend-elle en compte les éléments qui surgissent du monde vécu ? Le monde vécu correspond-il au monde conçu ou modélisé ?
- Y a-t-il des points de vue que l'on a fait taire ?

On comprend que ce travail critique peut conduire à contester « la réalité de la réalité » (la réalité définie et « confirmée » par les institutions) ; dans certains cas, il doit contribuer à rendre cette réalité inacceptable.

1 Ce texte constitue la retranscription de notre exposé lors du colloque du 6 mai 2013 organisé par la Fédération des CPAS *L'insertion sociale : une pratique essentielle*.

2 Nous suivons ici la pensée de Luc Boltanski dans son analyse du rôle des institutions et sur leur rapport à la réflexivité et à la critique. Cfr. *De la critique, Précis de sociologie de l'émancipation*, Paris, Gallimard, 2009.

En matière d'insertion sociale, notre travail critique s'appuie sur des recherches qui constituent

- des plongées dans le monde vécu : ce que disent les populations Roms de leur intégration<sup>3</sup>, ce que disent de leur parcours les « Neet » (nouvelle « catégorie » européenne qui désignerait ceux qui ne sont ni à l'emploi, ni aux études, ni en formation)<sup>4</sup> ;
- des études d'initiatives publiques ou associatives (l'expérience de la Maison ouverte qui accueille conjointement des enfants et des parents dans un quartier paupérisé<sup>5</sup>, les services d'accompagnement pour personnes handicapées<sup>6</sup>, une année collective de création culturelle en CPAS<sup>7</sup>, l'engagement d'une association socio-culturelle dans la création d'emplois pour les plus précarisés<sup>8</sup>, la participation dans les associations qui luttent contre la pauvreté<sup>9</sup>, des pratiques et des politiques de prévention<sup>10</sup>, etc.

C'est sur base de ces recherches que je propose à votre réflexion quatre questions critiques à propos des pratiques dites d'insertion sociale.

## 1) A PARTIR DE QUEL POINT DE VUE EST CONSTRuite AUJOURD'HUI LA QUESTION SOCIALE ?

Nous observons d'abord un paradoxe insoutenable. Dans notre société, la centralité du travail est de plus en plus affirmée, alors que sa raréfaction est de plus en plus programmée et acceptée<sup>11</sup>.

La centralité du travail est de plus en plus affirmée

- parce qu'il est exposé tous azimuts que la majorité des moyens publics doivent être mobilisés pour la finalité professionnelle ;
- parce que malgré tous les démentis qu'apporte chaque jour l'observation la plus concrète, on se réfère toujours à la fiction qu'il n'y a qu'à chercher pour trouver – et que la seule responsabilité en la matière est celle des individus ; en haut de la société, on se plaît à penser que les individus qui ne trouvent pas du travail sont veules (ils n'ont ni vigueur ni énergie) et ce point de vue se diffuse dans le corps social. Au XIX<sup>ème</sup> siècle, la bourgeoisie évoquait la paresse et l'immoralité des couches populaires ; aujourd'hui on évoque la veulerie des individus désactivés.

3 J. Fastrès et A. Akhim (dir.), *Les Roms, chronique d'une intégration impensée*, Charleroi, Couleur livres, 2012. Voir aussi le reportage « De charybde en Scylla », Enlignedirecte.be : [enlignedirecte.be/reportagesdossiers/actus/droits-des-roms-en-serbie/#more](http://enlignedirecte.be/reportagesdossiers/actus/droits-des-roms-en-serbie/#more).

4 Recherche en cours, commanditée par l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse.

5 J. Fastrès, « Un espace de transversalité : la Maison ouverte à Marchienne-Docherie », Intermag.be, champ éducatif du menu « analyses et études » : [www.intermag.be/images/stories/pdf/EtudeMaisonOuverte.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/EtudeMaisonOuverte.pdf).

6 J. Blairon et J. Fastrès (dir.), *Le handicap. Pour une évaluation des services d'accompagnement*, Charleroi, Couleur livres, 2012.

7 C. Bartholomé, J. Blairon, A. Jamar et C. Garzón, « Travail social et capital culturel », Intermag.be, dans le champ socio-économique du menu « analyses et études » : [www.intermag.be/images/stories/pdf/etude\\_cpas\\_esneux.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/etude_cpas_esneux.pdf).

8 Etude Pour le SPF Intégration sociale, « Peut-on lutter contre la désaffiliation sociale par une politique d'emploi appropriée ? Analyse de l'expérience du Miroir Vagabond », [www.intermag.be/images/stories/pdf/etude-miroir-vagabond-fr.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf/etude-miroir-vagabond-fr.pdf).

9 J. Blairon, J. Petit, E. Servais, J. Fastrès, S. Ceusters, I. Dubois et C. Garzón « Lutte contre la pauvreté et figures de la participation », [www.intermag.be/lien-champ-associatif-institutions/375-etude-lutte-contre-la-pauvrete-et-figures-de-la-participation](http://www.intermag.be/lien-champ-associatif-institutions/375-etude-lutte-contre-la-pauvrete-et-figures-de-la-participation).

10 J. Fastrès et J. Blairon, *La prévention, un concept en déperdition ?*, Bruxelles, Luc Pire, 2002.

11 Thème défendu notamment par Danièle Linhart, par exemple dans son ouvrage *Perte d'emploi, perte de soi*, Toulouse, Erès, 2009.

La raréfaction du travail est par contre de plus en plus programmée et acceptée : nous ne voulons pas seulement rappeler ici que la productivité ne cesse d'augmenter pendant que le nombre de travailleurs utilisés diminue ; ni que les sociétés sont de plus en plus riches alors que l'appauvrissement progresse (on flirte avec les 20% de la population).

Nous voulons dire qu'il est accepté que le droit fondamental au travail, consacré par la charte européenne des droits fondamentaux (« le droit à un travail librement choisi ou librement accepté ») soit en fait une **contrainte non contraignante** : les aides aux entreprises ne sont toujours pas conditionnées à la création d'emplois, ni même à leur maintien (sauf dans le secteur associatif).

Dans notre société, les dominants sont toujours crédités de vertu et la liberté qui leur est accordée (il ne faut pas encombrer leur créativité avec des règlements) serait la meilleure garantie de la mise en œuvre de comportements vertueux de leur part. Les dominés, quant à eux, s'ils ne sont pas contraints, ne feront jamais rien de bon, ne mettront en œuvre que des comportements immoraux ou irresponsables (tandis que les responsables prennent toujours leurs responsabilités pour le bien de tous, nous le voyons tous les jours).

Je vous propose la formulation suivante en guise de réponse à cette première question critique :

*La question sociale concerne donc aujourd'hui une série de gens **dont l'emploi s'est éloigné**, parce que des politiques économiques converties au néo-libéralisme tendent, depuis les années 80, à permettre une exploitation sans limites, remettent en cause les droits conquis, acceptent que la réalité du travail soit celle d'un engagement sans limites dans le chef des travailleurs et d'une absence totale d'engagement dans le chef des employeurs (ils ne s'estiment liés par rien à leur égard). Telle est la réalité des « épreuves » que se donnent aujourd'hui les politiques économiques et sociales : c'est celle d'une asymétrie complète ; pas de preuves à faire d'un côté, toutes les preuves à faire et à refaire de l'autre.*

## 2) ON NE PEUT COMPRENDRE LA RÉALITÉ SOCIALE ET LES QUESTIONS QU'ELLE POSE QU'EN DISTINGUANT L'AXE DE L'INTÉGRATION ET L'AXE DE L'INSERTION

On doit cette distinction à Robert Castel, que vous avez invité ici même il y a quelques années. Elle nous paraît être la seule qui tienne compte de ce que l'on observe réellement dans le « monde vécu », notamment en bas de la société, et qui est très différent de la réalité aujourd'hui instituée.

A la suite d'un séminaire que nous avons tenu avec Robert Castel en juin 2011 à propos des politiques de prévention, nous avons proposé la représentation suivante<sup>12</sup>.

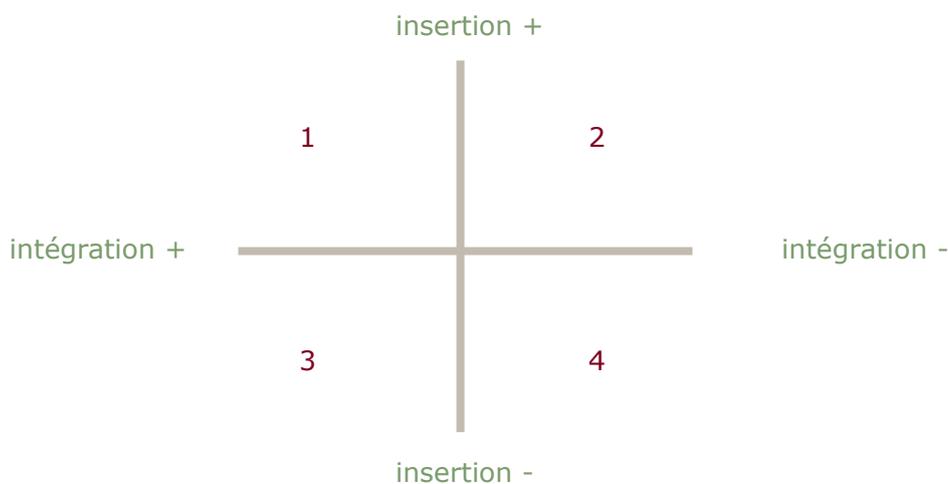
Nous pouvons appeler **axe de l'intégration** celui qui concerne la possession ou non d'un travail ; d'un côté, nous avons ceux qui disposent d'un travail stable et équitablement rémunéré (Guattari les appelait les travailleurs garantis) ; de l'autre, ceux qui sont privés de ce droit ; toutes sortes de positions intermédiaires concernent des travaux instables, au statut peu établi, des temps partiels imposés, du travail sans droits, etc.

Castel propose d'appeler **axe de l'insertion** celui qui concerne les solidarités, d'abord familiales, puis celles qui sont liées aux soutiens de réseaux de proximité (quartier, groupes divers...). A l'extrême, nous trouvons la personne stigmatisée et isolée, ce qui doit être entendu comme suit. La personne

<sup>12</sup> J. Fastrès et E. Servais, « Des jeunes désaffiliés ? », Intermag.be, menu Carnet : [www.intermag.be/images/stories/pdf\\_carnets/carnet\\_Castel.pdf](http://www.intermag.be/images/stories/pdf_carnets/carnet_Castel.pdf).

stigmatisée, comme l'a établi Erving Goffman, est celle sur qui pèse un discrédit durable et profond, du fait d'un attribut qui la disqualifie et la fait retrancher du nombre des « humains » : elle est définitivement considérée comme une « pas comme nous ». L'isolement désigne le retranchement mental de la catégorie des humains. Les attributs qui jouent le rôle de déclencheur de cette ablation varient selon les époques et les civilisations (homosexuel, communiste, personne handicapée, aujourd'hui rom, mais de plus en plus chômeur, pauvre, jeune...).

Nous pouvons à partir de là croiser les deux axes selon le schéma suivant :



La position 1 désigne ceux dont les droits fondamentaux sont respectés.

La position 2 désigne tous ceux que des politiques sociales dignes de ce nom devraient protéger d'une dégradation des conditions de vie.

La position 3 désigne des situations vulnérables (comme les travailleurs pauvres, de plus en plus nombreux).

La position 4 désigne ceux qui sont soumis à un risque que Castel définit comme celui de la désaffiliation (nous proposons de dire : soumis au risque de la perte de tous les droits qui font de nous des semblables).

Pour le débat qui nous concerne, ce schéma possède deux intérêts.

- Il nous permet d'identifier la production circulaire des deux axes ; des problèmes d'intégration peuvent provoquer un basculement social, mais l'inverse est vrai aussi : bien des problèmes liés à l'absence de solidarités de proximité peuvent s'avérer un obstacle infranchissable, souvent méconnu, voire nié, pour les plus vulnérables. Croit-on ainsi que l'absence d'un réseau de secours ou de soutien, voire l'intériorisation d'un stigmate, le sentiment de ne plus faire partie d'une société de semblables ne compteront pour rien dans la trajectoire d'un individu ?
- Le deuxième intérêt du schéma, c'est qu'il est constitué d'axes qui, s'ils indiquent la possibilité du renforcement des vulnérabilités, posent inversement qu'il est possible de les enrayer ou de les combattre : les situations peuvent être considérées comme réversibles, moyennant des politiques sociales appropriées.

*La question critique qui est dès lors posée est double : en matière de politiques sociales, quel argument pourrait fonder l'abandon de politiques fermes sur l'axe de l'insertion ? En matière de pratiques sociales, quelles sont les conditions pour que l'on puisse réellement défaire ce que la société a fait en matière de vulnérabilité sociale ?*

### 3) UNE TROISIÈME QUESTION CRITIQUE PORTE ALORS SUR LES « ÉPREUVES » QUE LES POLITIQUES D'INSERTION (AU SENS DE CASTEL) DOIVENT AFFRONTER POUR JUSTIFIER DE LEUR PERTINENCE

Le souci principal est ici que trop souvent les réponses politiques prennent la forme du problème qui est à l'origine des difficultés qu'elles sont censées résoudre (c'est notamment le cas des politiques dites d'activation).

Revenons un moment à la pensée de Robert Castel : le sociologue a établi que la désaffiliation possède sa « forme » en haut de la société : il y a des désaffiliés par le haut ; ce sont tous ceux

- qui cherchent à s'exempter de toutes les contributions et qui contestent dans la foulée les politiques de redistribution ;
- qui « se réalisent » individuellement en pensant qu'ils y arrivent tout seuls (comme des metteurs en scène qui nieraient l'apport de tous les intermittents du spectacle) ;
- qui font croire qu'ils ne doivent ce qu'ils ont qu'à leur seule industrie, sans supports sociaux et sociétaux.

On met ainsi systématiquement en avant, à propos de ces désaffiliés par le haut, leur « vision », leur « sens stratégique » et leur « énergie », qui à elle seule permettrait d'accélérer le rythme des choses : on reconnaît dans ce portrait, par exemple, les modernisateurs à tous crins (qui d'ailleurs ne sont plus là pour constater les dégâts de leurs réformes hâtivement conçues et improbablement réfléchies : un cadre supérieur change de fonction en moyenne tous les 3 ans et la fonction publique, avec le système des mandats, risque d'emboîter le pas).

La réalité est évidemment tout autre : nous vivons dans une société de « changement rapide » où les dominants sont ceux dont les réseaux sont si forts et si actifs qu'ils peuvent être appelés dans des projets successifs, pour lesquels ils pourront mobiliser des partenaires qui les jugeront suffisamment crédibles. Les dominants sont ceux pour qui la pente des choses renforce « naturellement » les privilèges. Aujourd'hui ce sont donc ceux qui ont toutes chances d'être activés dans des projets changeants et successifs et dont la tenue provisoire renforcera l'attractivité : ils pourront ainsi « rebondir » dans d'autres bouts de réseau avec tout profit pour leur capital « réputation ».

C'est ce **modèle d'activation qui est plaqué en bas de la société**, avec des conséquences apocalyptiques, puisque justement, pour beaucoup de nos concitoyens, la désagrégation des solidarités familiales et de proximité produit leur déconnexion de toute forme de réseau.

Le comble du cynisme est atteint lorsque l'on attend de ceux qui sont privés des solidarités réticulaires ou « de réseau », qu'ils se conduisent comme ceux qui peuvent en retirer tous les profits, tout en niant leur apport...

Ce cynisme se manifeste notamment

- par des exigences de rythme inapproprié (rythme de démarches programmé, accéléré, institué comme à courte durée déterminée) ;
- par la négation des composantes de la culture populaire : son goût du concret, son attente de solutions pratiques. Ainsi des activités liées à la vie quotidienne apparaissent scandaleusement comme occupationnelles, alors qu'elles constituent la condition sine qua non d'une crédibilité minimum aux yeux de ceux dont l'attractivité sociale (c'est-à-dire réticulaire) a été produite comme nulle.

*La troisième question critique demande sur base de quelle culture, de quelles dispositions liées à quelles position sociales les critères de pertinence des pratiques sociales sont conçus et imposés.*

#### 4) LA QUATRIÈME QUESTION CRITIQUE CONCERNE ENFIN LES MISSIONS QUI SONT DÉVOLUES AUX AGENTS : ONT-ILS UNE CHANCE SUFFISANTE DE POUVOIR LES HONORER DANS LES CIRCONSTANCES OÙ ELLES DOIVENT ÊTRE MISES EN ŒUVRE ?

On connaît le point de vue de Pierre Bourdieu en la matière, tel qu'il l'exprimait en 1993 dans l'ouvrage collectif *La misère du monde*.

« On comprend que les petits fonctionnaires, et tout spécialement ceux d'entre eux qui sont chargés de remplir les fonctions dites « sociales », c'est-à-dire de compenser, sans disposer de tous les moyens nécessaires, les effets et les carences les plus intolérables de la logique du marché, policiers et magistrats subalternes, assistantes sociales, éducateurs et même, de plus en plus souvent, instituteurs et professeurs, aient le sentiment d'être abandonnés, sinon désavoués, dans leur effort pour affronter la misère matérielle et morale qui est la seule conséquence certaine de la *Realpolitik* économiquement légitimée. Ils vivent les contradictions d'un Etat dont la main droite ne sait plus, ou pire, ne veut plus, ce que fait la main gauche, sous la forme de « doubles contraintes » de plus en plus douloureuses : comment ne pas voir, par exemple que l'exaltation du rendement, de la productivité, de la compétitivité, ou plus simplement, du profit, tend à ruiner le fondement même de fonctions qui ne vont pas sans un certain désintéressement professionnel associé, bien souvent, au dévouement militant ? »<sup>13</sup>

Il fondait son point de vue sur la critique de la conversion des élites au néo-libéralisme, qui s'est achevée dans les années 80, on ne le rappellera jamais assez.

Qu'en est-il 20 ans plus tard ?

Nous semblons avoir progressé en matière de conversion (elle est de plus en plus large) et d'abandon de la logique de droits (n'entendons-nous pas dire de plus en plus « il faut faire avec ce que l'on a » – c'est-à-dire avec ce que concèdent encore ceux qui en ont et en veulent toujours plus).

Dans l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu en 1993, Loïc Wacquant nous mettait en garde contre le danger d'une « américanisation de la société », l'Amérique devenant une « utopie à l'envers », un horizon de progrès négatif.

13 P. Bourdieu (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, p. 222.

Tout en mettant en avant les différences flagrantes qui séparaient en 1993 la France et les Etats-Unis, l'auteur affirmait durement :

« La *pente* de l'évolution des inégalités urbaines en France durant la dernière décennie tend à créer les conditions propices, à terme, à un rapprochement<sup>14</sup>. Et si, dans leur myopie technocratique et leur fixation fascinée sur la performance financière à court terme, les élites dirigeantes hexagonales, de gauche comme de droite, devaient persister dans la politique néo-libérale d'abaissement du secteur public et de « mercantilisation » rampante des rapports sociaux qui a été la leur depuis le milieu des années 70, on ne doit pas exclure le pire : l'utopie négative, lointaine et effrayante, pourrait devenir réalité. »<sup>15</sup>

Le pire pour le travail social, ce serait, dans le contexte de ce que Wacquant appelle un « capitalisme de pillage », de devoir se reconvertir en vecteur de contrôle (et de désaffiliation) :

« En tout état de cause, l'organisation des services sociaux vise moins à porter assistance aux familles dans le besoin qu'à minimiser le nombre des ayants droit afin de réduire les dépenses sociales jugées intolérables par l'électorat blanc majoritaire. A preuve, l'office de l'aide publique de Chicago multiplie les contrôles tâpillons, et les procédures bureaucratiques ; il alloue une part de son budget à l'espionnage des assistés dans le but de pincer d'éventuels fraudeurs. Numéros verts pour les dénonciations anonymes, appels à la délation dans les journaux, paiement d'informateurs chargés de surveillance rapprochée, visites impromptues au domicile des suspects : tous les moyens sont bons pour dégraisser les effectifs des bénéficiaires d'aides. »<sup>16</sup>

Parmi les témoignages multiples dans le monde vécu qui sont consignés dans *La misère du monde*, pointons cet autre, donné par Philippe Bourgois à New York. L'auteur parle d'un certain Ramon, émigré porto-ricain, qui n'a eu d'autre possibilité de survie que de se livrer au commerce illicite (intégration - dans le schéma exposé ci-dessus) ; sur l'axe de l'insertion, le constat est grave :

« Ses contraintes financières étaient écrasantes et l'assistance de l'Etat d'aucun effet. Bien au contraire, suivant une logique inattendue, l'assistante sociale avait réduit les aides qu'elle versait à la famille de Ramon quand ils se retrouvèrent sans abri, sous prétexte qu'ils n'avaient plus de loyer à payer et qu'ils étaient nourris à la soupe populaire. »<sup>17</sup>

Des signaux très inquiétants de « myopie technocratique » et de « fixation sur la performance financière à court terme » se multiplient partout en Europe.

*La quatrième question critique est alors : irons-nous, sur cette pente, jusqu'au bout de l'inacceptable en matière de pratiques sociales, en suivant la voie de cette utopie à l'envers ?*

14 Rapprochement dont l'accord transatlantique constitue un des enjeux, cfr [www.no-transat.be/adhere/texte-plateforme](http://www.no-transat.be/adhere/texte-plateforme).

15 L. Wacquant, « De l'Amérique comme utopie à l'envers », pp. 178-179.

16 Idem, *ibidem*, p. 177.

17 *La misère du monde*, *op.cit.*, p. 208.

## 5) RETOUR SUR LE DÉBAT

Le débat piloté par Ricardo Cherenti ainsi que les exposés de Sandrine Xhaufaire et d'Amandine Delhaise ont notamment mis en avant la difficulté rencontrée par les SIS de faire comprendre leurs actions, de mettre en lumière le sens et la pertinence de celles-ci.

Il s'agit d'une « épreuve » de second niveau qui concerne non pas seulement les manières de faire, mais aussi la manière de parler ces manières de faire.

Dans un contexte de doute, il s'agit évidemment d'un point-clé.

Nous voudrions en conclusion de cette analyse montrer dans quelle direction en la matière nous conduirait l'examen réflexif et critique auquel nous venons d'essayer de procéder.

Nous avons dès lors à nous baser :

- sur la représentation de la question sociale que nous avons proposée ;
- sur l'importance de l'axe de l'insertion et sa définition ;
- sur la nécessité de ne pas proposer de réponse qui relance le problème qu'elle est supposée résoudre ;
- sur le projet politique de résister à la logique de « l'utopie à l'envers » dont est porteuse la conjonction de la « myopie technocratique » et du raisonnement de performance financière à très court terme.

Si nous suivons ce corpus, nous pourrions décrire les conditions de pertinence et de cohérence des pratiques d'insertion sociale comme suit.

Elles nous paraîtront **d'autant plus légitimes et incontournables**

- qu'elles se proposeront de construire des solidarités de proximité porteuses de solutions concrètes, d'améliorations immédiates dans la vie des gens (cfr. la définition de l'axe d'insertion selon Castel) ;
- qu'elles seront adaptées à la culture populaire et à ce qui fait sens pour elle ;
- que les actions et relations seront conçues de manière réaliste par rapport au possible des gens qui doivent lutter au quotidien pour leur survie ;
- qu'il y aura une cohérence suffisante entre les normes implicites et explicites qui sont engagées dans l'action et les visées de celles-ci : par exemple que les logiques collectives auront une place déterminante, comme les relations de solidarité, ce qui exclut par exemple les logiques de fréquentation imposées ;
- qu'il n'y aura aucune confusion entre des pratiques d'aide et des pratiques de contrôle ;
- qu'elles favoriseront les modes « ascendants » dans la détermination des activités en évitant de « mettre des gens dans des cases » sous prétexte qu'ils seraient inactifs ;
- qu'une attention particulière sera portée au temps et au rythme des personnes, sans leur imposer une logique stratégique abstraite et inappropriée ;
- qu'on ne mettra pas « un petit technocrate » dans la machine, en adoptant voire imposant aux individus des « logiques de plan » indécentes par rapport à leur situation ;
- qu'on sera particulièrement attentif au risque de stigmatisation collective renforcée dans la constitution des groupes, dans leur désignation, dans les interactions que l'on construit ;
- qu'on ne considérera pas les personnes comme des « objets d'aide » et qu'on se rendra capables de voir en elles comme en nous le travail de création qui nous donne un minimum d'emprise sur notre existence, qui ramène de la liberté dans un univers de forte domination et de participation dépendante.